

Rapport de la Conférence du CCCSO

« Rien ni personne ne peut nous arrêter » !

Message de la présidente

Au nom du Comité de coordination des conseils scolaires ontariens, je tiens à remercier tous ceux qui ont assisté à la Conférence du CCCSO, cette année, à Niagara Falls. J'espère que ces quelques jours ont été enrichissants et instructifs.

La Conférence de 2014 s'est déroulée du 4 au 8 février, en plein milieu d'une chaude lutte dans la circonscription de Niagara, dans le cadre d'une élection complémentaire. Alors que 360 travailleurs de soutien scolaire se réunissaient pour réfléchir, apprendre, débattre et se ressaisir après une année tumultueuse, la fièvre électorale nous rappelait l'importance primordiale des élections en tant que syndicalistes, travailleurs du secteur public et membres du SCFP.

À titre de travailleurs de l'éducation, nous n'avons pas à chercher plus loin que le Projet de loi 115 et ses conséquences désastreuses pour savoir que la politique compte. Elle importe pour les services que nous dispensons, pour les jeunes dont les succès et les réalisations dépendent de nous ainsi que pour la justice et l'équité que nous revendiquons comme travailleurs.

Au moment de rédiger ce rapport, nous nous attendons à ce que des élections soient déclenchées ce printemps en Ontario, sans oublier des élections municipales à l'automne. Tout au long de notre rencontre, nos conférenciers nous ont exhorté à maintes reprises à participer aux campagnes électorales locales. J'encourage en particulier les membres du CCCSO à faire élire des conseillers scolaires qui apprécient notre travail et les services que nous offrons aux élèves.



Plénière d'ouverture

La consœur Terri Preston a souhaité la bienvenue aux délégués à la Conférence de 2014, en mentionnant l'entrée du Projet de loi 115. Elle a souligné les efforts déployés par le CCCSO au nom des membres qui sont confrontés à des sanctions en ce qui concerne leur indemnité de maladie. Elle a promis de continuer de lutter en leur nom. Elle a exhorté les membres à se préparer à la lutte contre la sous-traitance dans les écoles. Elle les a encouragés à promouvoir leur propre expertise comme un moyen de gérer les établissements scolaires plus efficacement. « Prenons la place qui nous revient dans nos écoles, » a-t-elle dit. « Nous ne voulons pas faire du sur-place, nous voulons progresser. Solidaires, rien ni personne ne peut nous arrêter ».

Le confrère Fred Hahn, président du SCFP-Ontario, prit ensuite la parole. Il a décrit le climat à l'approche d'une année de négociation ainsi que les enjeux auxquels les membres du SCFP doivent résister tels que les conventions collectives à deux volets, « un poison pour notre mouvement et notre capacité à se serrer les coudes ».

Le confrère Hahn a salué les travailleurs des conseils scolaires pour le nombre record de membres qu'ils ont formé et de cartes qu'ils ont retourné dans le cadre de la campagne 'Tous debout pour la justice'. Il a exhorté les dirigeants à se servir de 'TDPJ' lors des prochaines négociations en expliquant que « négocier, c'est l'occasion de renforcer notre relation avec les membres ». Il a souligné l'envergure des élections des conseillers scolaires. C'est là l'occasion de soutenir et d'élire des conseillers qui comprennent l'importance de ce que nous faisons dans les écoles. Il nous



a rappelé que « M. Hudak a promis d'éliminer 10 000 postes de personnel de soutien scolaire et d'abolir le programme de maternelle à plein temps ».

Puis, un message vidéo de Paul Moist, président du SCFP, a été diffusé. Le confrère Moist a exprimé sa fierté en ce qui a trait au travail effectué au sein du secteur des conseils scolaires lorsqu'il s'agit de défendre l'équité et la justice dans le domaine de l'éducation.



La vidéo du confrère Moist fut suivie par la consœur Heather Skolly qui présentait Peggy Sattler, députée provinciale de London-Ouest. Mme Sattler a rendu hommage à tous les membres du SCFP qui ont contribué à la faire élire lors de l'élection complémentaire de 2013. Elle a exprimé son appréciation du soutien qu'elle a reçu du SCFP.



En tant qu'ancienne conseillère scolaire, elle a rappelé aux délégués : « Le conseiller scolaire que vous élisez compte, pour vous, votre lieu de travail et votre communauté ». Elle a également mentionné les réserves du parti néo-démocrate

en ce qui concerne le Projet de loi 122. Elle a juré de se battre pour accroître le nombre d'adultes attentionnés dans nos écoles.

Mercredi : politiques et propositions

Le mercredi matin, la fièvre électorale a fait monter la température dans la salle. Wayne Gates, président de la section locale d'Unifor et candidat néo-démocrate lors de l'élection complémentaire dans la circonscription de Niagara [maintenant député provincial], nous a parlé de l'implication des membres de sa famille dans le système de l'éducation en Ontario.

Il a rappelé aux délégués la promesse du chef du PC, Tim Hudak, visant à éliminer 10 000 emplois dans le secteur de l'éducation : « on ne parle pas d'enseignants, mais de travailleurs des conseils scolaires ». Il a souligné que ces derniers sont « des mentors qui protègent nos enfants et qui contribuent à leur apprentissage ».

Le Projet de loi 122

Une brève mise à jour a été fournie sur le Projet de loi 122 qui, s'il est adopté, établirait des règles sur l'avenir des négociations centrales. En désignant des associations de conseillers scolaires comme agents de négociation de l'employeur, la loi créerait un cadre juridique par l'entremise duquel ces associations agiraient au nom de leurs conseils scolaires. Le Projet de loi accorderait aussi au gouvernement un rôle à la table. Une méthode de détermination des enjeux qui seraient débattus à la table centrale serait également définie. Le SCFP a rencontré les fédérations d'enseignants pour examiner les problèmes que comporte le Projet de loi et les amendements devant nécessairement y être apportés.

Propositions de négociation

Le mercredi matin, en affirmant que « nous ne reviendrons pas en arrière », la consœur Preston a présenté les membres du Comité de négociation et les propositions qui seront mises de l'avant lors de la négociation centrale ou de la stratégie en matière de négociation coordonnée :

- Aucune concession.
- Salaires et avantages sociaux.
- Sécurité d'emploi – pas de licenciements, les questions de remplacement de personnel et la charge de travail, la sous-traitance.
- Ampleur du travail.
- Perfectionnement professionnel.
- Santé et sécurité.
- Équité en matière d'emploi.
- Protection contre l'Accord économique et commercial entre l'UE et le Canada (AECG).
- Financement de la négociation locale.
- Programmes de gestion des présences.

- Rédaction d'un libellé clair pour les PEs.
- Travailleurs occasionnels.



Tous debout pour la justice

Le mercredi matin, la consœur Darcie McEathron a commencé son exposé sur la campagne 'Tous debout pour la justice' en montrant une vidéo pro-syndicat sur *YouTube*, intitulée *Just Another Cog in the Machine* (<http://bit.ly/1iVuH5R>). Elle a rappelé aux délégués que la campagne, c'est plus que la signature de cartes. Fred Hahn a ajouté que 'Tous debout pour la justice' « n'est pas du travail supplémentaire. C'est comme ça que nos syndicats ont été formés ». La consœur Elena Dinardo a donné un exemple du partenariat de sa section locale avec une autre, dans le cadre duquel elles diffusent *We Are Wisconsin*, le dimanche. Environ 500 membres se sont engagés envers 'TDPJ'.



My Food, My Way

La consœur Anna Hutchison et le confrère John Weatherup de la section locale 4400 participent à une campagne visant à sensibiliser les élèves à une bonne nutrition tout en développant des compétences susceptibles de mener à un emploi. La campagne « *My Food, My Way* » comprend des stratégies qui rassemblent des élèves, des responsables de la santé publique, des collèges communautaires et des conseils scolaires pour discuter de ce que les élèves veulent que leurs cafétérias servent. Le programme relie également les cuisiniers apprentis à des restaurateurs locaux pour créer des possibilités d'emploi. Parmi les ramifications du programme, notons des initiatives d'agriculture urbaine dans le cadre desquelles les étudiants cultivent certains des aliments qui seront ensuite consommés à la cafétéria. La province met des fonds à la disposition de ceux qui s'intéressent à la promotion de la saine alimentation dans les écoles et de l'enseignement de l'art culinaire comme un moyen d'intéresser les élèves à ce qu'ils mangent.

Le livret d'activités des écoles de la communauté

Les sections locales ont été encouragées à utiliser les livrets d'activités dont l'objectif est d'accroître notre visibilité dans les écoles. Les livrets sont destinés aux enfants de l'école primaire et à leurs parents. L'application Layar, qui en est un élément clé, a été démontrée. Une fois téléchargée, l'application concrétise des fonctionnalités spéciales des livrets, mettant en évidence et en lumière la nature des emplois qui y sont décrits.

Trousse de lobbying contre la violence

La consœur Liz Harrison a présenté la trousse de lobbying contre la violence élaborée par le Comité. Elle encourage les participants à l'utiliser pour inviter les conseillers scolaires et les députés provinciaux à lutter contre les cas de violence dans les écoles. « Il me tarde d'assister à une conférence au cours de laquelle la violence *n'est pas* un problème », a-t-elle déclaré.

Santé et sécurité

Au nom du confrère Blain Morin, le coordonnateur Jim Morrison a décrit les dangers auxquels sont confrontés les comités de santé et sécurité en raison des réductions de personnel qui, à leur tour, limitent les efforts des travailleurs lorsqu'il s'agit d'inspecter les lieux de travail. Par conséquent, les comités conjoints se retrouvent sans représentation du SCFP. Le représentant de longue date de la santé et sécurité, Don Postar, a déposé son rapport auprès de la conférence. Il a remercié les dirigeants du SCFP-Ontario. Il se demande quand il pourra être autorisé à « passer le flambeau ».

Les travailleurs blessés

Le confrère Darrell Day a remercié tous ceux qui ont aidé les travailleurs blessés dans leurs sections locales. Il a indiqué

qu'en raison des nouvelles exigences de la CSPAAAT, le taux de réussite du SCFP avait chuté de 70 %, alors que des centaines de milliers de dollars étaient accordés à des travailleurs blessés, à 30 %.

La CSPAAAT

Les délégués ont été à la fois fascinés et consternés par la présentation du confrère Dave Chezzi sur l'état actuel de la CSPAAAT. Il a éclairé les travailleurs sur les défis posés au moment de faire une réclamation, les exhortant à remplir leur formulaire d'accidents de travail. Il a ajouté « en cas de doute, remplissez-le... on ne s'attend pas à ce que vous rentriez chez vous brisé si vous vous êtes présenté au travail en parfaite forme ». Il a également fait ressortir les changements politiques qui font qu'il est plus difficile de toucher des prestations, en mentionnant que l'objectif de la CSPAAAT est de réaliser des économies, même si le nombre de blessures est à la hausse. Il a invité les membres à écrire à la présidente de la CSPAAAT, Elizabeth Witmer, en exigeant une couverture universelle et la tenue d'une consultation publique sur les modifications prévues. Il a également demandé aux délégués d'appuyer la prochaine campagne du SCFP en faveur d'une couverture universelle de la CSPAAAT.



Réunions des classifications

Le jeudi matin, les délégués ont participé aux réunions des classifications. Celles-ci offrent aux travailleurs des conseils scolaires de la même classification l'occasion de discuter d'enjeux communs auxquels ils sont confrontés au travail.

Ateliers

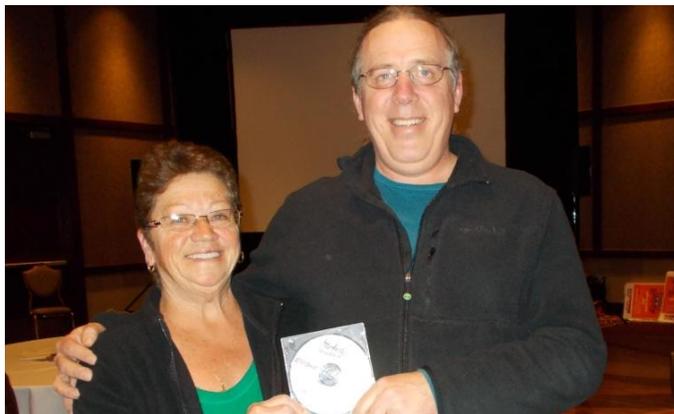
En après-midi, les membres ont perfectionné leurs compétences dans une variété de domaines, y compris l'action politique, le lobbying, l'appui lors des négociations, la formation du communicateur, parler en public, les médias sociaux, les finances des conseils scolaires, les avantages sociaux, OMERS et la négociation 101. Nous tenons à remercier le personnel du SCFP national qui a animé un grand nombre de sessions.

Rapport du coordonnateur

Le confrère Jim Morrison a décrit les défis que nous devons relever en 2014, y compris veiller à ce que tous les conseils scolaires respectent les PE convenus, les travaux du Groupe de travail technique sur les avantages sociaux, la consultation sur le Projet de loi 122 et les amendements devant y être apportés ainsi qu'une contestation judiciaire en juin 2014 en ce qui concerne le Projet de loi 115.

Aperçu d'une vidéo

Pendant son congé sabbatique d'un an, le chercheur national, Paul O'Donnell, a fait des recherches et a réalisé un documentaire de 42 minutes, composé d'entrevues avec des travailleurs de soutien scolaire représentés par le SCFP qui occupent une variété de postes au sein de divers conseils scolaires de l'Ontario. Les délégués ont eu droit à un aperçu de cette vidéo lyrique et toute en douceur, mettant en vedette Kathy Goulet, membre du SCFP, et Paul O'Donnell, qui était présent à la conférence.



Rassemblement pour le respect

Suite aux réunions sectorielles du vendredi matin, les délégués à la Conférence se sont rassemblés à Ste. Catharines sur l'heure du midi, à l'appui des membres du SCFP à l'emploi du Conseil scolaire de district de Niagara. Le rassemblement, organisé par la section locale 4156, a eu lieu au Centre d'éducation du conseil scolaire pour protester contre le refus du conseil scolaire de mettre en œuvre le PE et de mettre à exécution une politique normalisée en matière de congé de maladie pour tous ses employés.



Travaux de la conférence

Derniers travaux

Le vendredi après-midi, les délégués ont rendu compte des résultats de leurs réunions de classification et ont adopté des propositions de négociation, des motions ainsi que des amendements aux règlements administratifs. Veuillez trouver ci-dessous une liste des motions qui ont été adoptées.

MOTIONS

INSTRUCTEURS

Motion n° 1 : Subvention canadienne pour l'emploi

Attendu le consensus parmi les instructeurs du CCCSO à l'effet de ne pas modifier les subventions fédérales actuelles allouées au ministère de la Formation des Collèges et Universités (MFCU),

Il est donc résolu que le SCFP-Ontario fasse pression sur les gouvernements fédéral et provincial pour qu'aucune modification ne soit apportée. Il est en outre résolu que, dans l'éventualité où la Subvention canadienne pour l'emploi devait être mise en œuvre, tous les programmes qui sont financés à l'heure actuelle, y compris, mais sans y être limité, le Programme élargi d'alphabétisation des adultes et les Cours de langue se poursuivent.

Motion n° 2 : placement des étudiants des pays de langue anglophone dans les classes offertes dans le cadre des programmes d'ALS/CLIC

Attendu le consensus parmi les instructeurs du CCCSO à l'effet de modifier les procédures d'immigration actuelles, faisant référence en particulier au placement des adultes désirant obtenir la citoyenneté canadienne dans les classes offertes dans le cadre des CLIC (Cours de langue pour les immigrants au Canada),

Il est donc résolu que le SCFP-Ontario fasse pression sur le gouvernement pour que cesse immédiatement la pratique qui oblige les personnes provenant de pays où l'anglais est une langue officielle et qui demandent la citoyenneté canadienne à détenir un niveau 4 de compétences linguistiques canadien.

Motion n° 3 : sécurité d'emploi (sécurité du financement)

Renvoyée au Comité de négociation.

Motion n° 4 : financement du PC

Renvoyée au Comité de négociation.

Motion n° 5 : planification du PC

Renvoyée au Comité de négociation.

AIDES-ENSEIGNANTS

Motion n° 2

Que le Comité de négociation remette la Trousse sur le sondage effectué auprès des aides-enseignants du CCCSO à la ministre de l'Éducation et aux autres associations membres lors d'une table de discussion provinciale ou au moment de la négociation coordonnée, afin qu'ils prennent conscience de la violence continue faite aux AEs et aux personnel de soutien scolaire en Ontario. En outre, le Comité de négociation exigera la tenue d'une réunion avec la ministre de l'Éducation et le ministère du Travail en vue d'examiner les politiques et les procédures concernant les rapports des conseils scolaires ontariens afin de rédiger un libellé commun.

Motion n° 3

Que le Comité de négociation du CCCSO négocie, dans le cadre du libellé concernant la charge de travail, qu'en raison de la forte incidence de la violence en milieu de travail, le remplacement des AEs absents soit une des priorités de financement des conseils scolaires.

ÉDUCATEURS DE LA PETITE ENFANCE

Motion n° 2 : taille des classes

Qu'un plafond normalisé de pas plus de 30 élèves soit institué dans toutes les classes de maternelle et jardin à plein temps, partout en Ontario.

Motion n° 3 : ÉPE itinérants/spécialisés

Que le ministère de l'Éducation finance le rôle des ÉPEs représentés par le SCFP à titre d'éducateurs de la petite enfance itinérants/spécialisés lorsqu'il s'agit de collaborer avec des groupes d'école pour mettre en œuvre, soutenir, faciliter et contribuer à la prestation du Programme de maternelle et jardin à plein temps dans tous les conseils scolaires.

Motion n° 4 : remboursement des accréditations collégiales

Que tous les conseils scolaires remboursent aux éducateurs de la petite enfance le coût de l'adhésion annuelle à l'Ordre des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance.

Motion n° 5 : représentation juridique auprès de l'Ordre des ÉPEs

Que le SCFP assure la représentation juridique des ÉPEs auprès de l'Ordre des ÉPEs.

BIBLIOTECHNICIENS

Motion n° 1

Que le CCCSO, par l'entremise du SCFP-Ontario, organise et dirige une campagne de sensibilisation pour rehausser le

profil des bibliothèques scolaires et pour attirer l'attention sur le rôle et la valeur des bibliotechniciens dans les systèmes scolaires publics.

PERSONNEL DE BUREAU ET DE SECRÉTARIAT

Motion n° 2

Que le CCCSO réexamine la mise en œuvre du programme intitulé 'Le Projet de sécurité et d'accueil' qui a été mandaté par le ministère en y revendiquant de nouveaux fonds pour du personnel supplémentaire dans toutes les installations du conseil scolaire.

Motion n° 3

Qu'aucun élève ou bénévole ne soit autorisé à effectuer le travail de l'unité de négociation, avec ou sans supervision.

Motion n° 4

Que des fonds soient alloués au perfectionnement professionnel des employés de bureau et de secrétariat (y compris les cours individuels).

CONCIERGES

Motion n° 1

Il est recommandé que le CCCSO propose ce qui suit au nom du groupe de conciergerie lors de toute négociation provinciale :

- Que les classifications soient normalisées et revues dans toute la province de l'Ontario.
- Que le CCCSO tende vers l'harmonisation des normes scolaires, des salaires (sans plafonnement), des avantages sociaux, de la charge de travail sans perte d'emplois dans toute la province, pour tous les membres.
- Que le CCCSO négocie avec la province afin que toute superficie des pieds carrés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pédagogique ou non, soit incluse à la formule.
- Que les descriptions de poste soient normalisées à l'échelle de la province.
- Que le temps de libération soit normalisé à l'échelle de la province lorsqu'il s'agit d'assister aux réunions de leadership, aux conférences et aux réunions juridictionnelles.
- Qu'un libellé normalisé soit adopté en ce qui a trait aux promotions, à savoir l'ancienneté sera le facteur déterminant.
- Que nous poursuivions les discussions avec tous les partis politiques en ce qui a trait aux futurs accords de la TPD.
- Que nous ajoutions les attributions de contrat au libellé.
- Que des efforts soient faits pour améliorer la formule de financement pour couvrir les conseils scolaires anglophones et francophones, y compris :

1. Une formule de dotation en personnel devant inclure, mais sans s'y limiter, une combinaison du taux d'inscription des élèves et de la formule relative à la superficie des pieds carrés qui sera acceptable pour toutes les sections locales de l'Ontario ainsi qu'une formule visant à inclure le travail externe.
2. Que le comité formule un libellé nécessitant le remplacement complet dès la première journée (1^e) de toutes les absences, y compris mais sans s'y limiter, les congés de maladie, les congés annuels, les congés en vertu de la CSPAAT, les congés syndicaux, etc.
3. Négocier l'inclusion d'un concierge représenté par le SCFP dans chaque école, à la subvention de base pour les écoles.
4. Que la TPD négocie l'enveloppe de fonctionnement des écoles avec la possibilité de transférer de l'argent dans cette dite enveloppe.

Motion n° 2 : sous-traitance

Renvoyée au Comité de négociation.

Motion n° 3

Le chef d'équipe, le concierge en chef ou le concierge de jour ne devrait pas être inclus au calcul de la superficie des pieds carrés.

Motion n° 4

Que le gouvernement provincial établisse un comité chargé d'examiner la possibilité d'introduire des postes de jour supplémentaires pour traiter, mais sans s'y limiter, de la purge des conduites d'eau, du recyclage, du compostage, du nettoyage spécial et d'autres questions connexes à l'environnement.

Motion n° 5 : quarts fractionnés

Renvoyée au Comité de négociation.

Motion n° 6 : AECG

Renvoyée au Comité de négociation.

Motion n° 7

Mettre en œuvre les recommandations du groupe de travail sur le fonctionnement des écoles, à l'exception de celles portant sur la gestion des présences.

RESPONSABLES DE L'ENTRETIEN ET GENS DE MÉTIERS

Motion n° 2 : sous-traitance

Renvoyée au Comité de négociation coordonnée.

Motion n° 3 : frais d'accréditation des employés

d'entretien et de métiers (négociation coordonnée)

Que l'employeur assume les frais encourus par les employés d'entretien et de métiers lors de l'obtention du certificat qui leur est nécessaire pour exercer leurs fonctions.

Motion n° 4 : fonds d'appui à l'apprentissage

Renvoyée au Comité de négociation coordonnée.

MOTIONS SUR LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**Motion n° 2 : formule de dotation en personnel**

- Le CCCSO demandera à son recherchiste d'étudier et de produire des modèles normalisés de dotation en personnel au sein de l'industrie, afin de créer un modèle de dotation en personnel standard dans le secteur de la technologie de l'information.
- Mener une enquête auprès des sections locales afin de déterminer les modèles existants et la façon dont les modèles ayant été étudiés peuvent avoir un impact sur les niveaux de dotation en personnel actuels.
- Financement des améliorations en ce qui concerne la dotation en personnel par le biais de la négociation centrale.

Motion n° 3 : sous-traitance/prestation extérieure de services

Le CCCSO :

- Développera des ressources/outils/notes d'allocation pour aider les sections locales à discuter de la sous-traitance/prestation extérieure de services avec les conseils scolaires.
- Développera des outils pour aider les sections locales à présenter un cas d'affaires pour garder le travail à l'interne.

Motion n° 4 : usage de véhicules personnels

Le CCCSO :

- Effectuera des recherches sur les normes au sein de l'industrie et sur ce qui fonctionne. Il développera un libellé coordonné à l'intention des sections locales.
- Assurera le financement de l'amélioration du libellé qui permettra aux sections locales de négocier de meilleures conditions de travail et qui répondra aux préoccupations des membres en ce qui a trait à l'usage de véhicules personnels.
- Demandera à son recherchiste d'étudier les implications pour les membres utilisant leur véhicule personnel pour affaires et pour messagerie (comme les incidences fiscales, les coûts d'assurances et les répercussions).

Motion des secteurs 5 et 6

Les membres des secteurs 5 et 6 proposent que le CCCSO adopte une campagne coordonnée avec un seul slogan devant être mis à la disposition de toutes les sections locales lors de la prochaine négociation.

Motion du secteur 13

Que le CCCSO finance et contribue à une campagne de riposte médiatique à l'intention des sections locales dont les conseils scolaires ne se conforment pas à la convention collective.

Motion de l'atelier sur la santé et sécurité/travailleurs blessés

Que le CCCSO aide les sections locales qui luttent contre la menace faite à nos comités paritaires sur la santé et sécurité, sur divers sites, y compris, mais sans s'y limiter, le soutien financier. Nous demandons également que cette question soit mise de l'avant lors de la négociation centrale/coordonnée.

Motion n° 9 du CCCSO

L'employeur reconnaîtra la maternelle à plein temps et compensera l'attribution de concierges pour chaque site affecté.

Nouvelle motion

Le CCCSO demandera à la division nationale/Ontario qu'elle alloue un financement pour veiller à ce qu'aucune section locale ne soit laissée pour compte par les conseils scolaires qui ne respectent pas les PE convenus. Exiger de plus que le bras politique de « la division ontarienne » du SCFP fasse tout ce qui est en son pouvoir pour obliger le gouvernement à veiller à ce que tous les conseils scolaires se conforment à cette entente négociée, par tous les moyens à sa disposition.



Gagnants

Tout au long de la semaine, le CCCSO a quotidiennement procédé à des tirages moitié, moitié afin d'amasser des fonds pour un organisme de bienfaisance local, soit le *Red Roof Retreat*, qui offre des programmes de répit et de loisirs à l'intention des enfants, des jeunes et des jeunes adultes ayant des besoins spéciaux et de leurs familles dans la région de Niagara. Nous avons remis au directeur de l'organisme, Merv Ott, un chèque au montant de 2 107 \$. Il a remercié tous les délégués pour leur générosité.



Gagnants des tirages moitié, moitié

Premier tirage (mardi)

Susy Viana-Azevedo, de la section locale 5200, a remporté 655 \$.

Dernier tirage (samedi)

Diane Carder, de la section locale 218, a remporté 862 \$.

Gagnants des tirages quotidiens

Mardi

Bill Hanna, de la section locale 4400, a remporté 100 \$.

Mercredi

Pam Gray, de la section locale 2357, a remporté 100 \$.

Jeudi

Jenn Eckert, de la section locale 7575, a remporté 100 \$.

Vendredi

Louise Sabourin, de la section locale 4155, a remporté 100 \$.

Samedi

Eddie Pereira, de la section locale 2544, a remporté 200 \$.



Mots de la fin

Séance plénière de clôture

La secrétaire-trésorière du SCFP-Ontario, Candace Rennick, a félicité le comité pour le plus grand nombre de participants à ce jour à une conférence du CCCSO. La consœur Rennick a ensuite fait un exposé sur le Projet de loi C-377, un Projet de loi antisyndical très partisan déposé par le gouvernement Harper qui attaque le droit à la liberté d'association et à la liberté d'expression des Canadiens. « Cela nous concerne tous » a-t-elle dit. « Nous devons leur montrer que nous ne le tolérerons pas ». Le SCFP-Ontario a l'intention de partager cette présentation avec les présidents des sections locales de toute la province.

Brigitte DePape

Lorsque l'ancienne page parlementaire, Brigitte DePape, fit sa protestation légendaire à la Chambre des communes, le mouvement syndical y a gagné une défenseure passionnée et éloquente. Elle a remercié les membres du SCFP de tout leur travail. Elle a donné un aperçu de ce qu'elle et d'autres militants font pour inciter un million de jeunes à s'impliquer dans la politique.

En signe de solidarité, les délégués ont fait une collecte totalisant 1 635 \$, en recommandant que le SCFP-Ontario contribue la même somme. Les fonds seront consacrés à un « blocus alimentaire » qui se déroulera aux portes des bureaux des politiciens conservateurs. L'objectif de cette initiative est de montrer que, peu importe les belles paroles de M. Harper au moment du budget, le gouvernement conservateur est mauvais pour l'économie et qu'on n'a jamais eu autant recours aux banques alimentaires que maintenant.

QUI VOUS REPRÉSENTE ?

Présidente du CCCSO :

Terri Preston; terri.preston@cupe4400.org
téléphone: 416-393-0440, poste 241

Représentant de la région 1 du CCCSO :

Rodney McGee; rodmcgee@shaw.ca

Représentant de la région 2 du CCCSO :

Mike Galipeau; galipeaumike@gmail.com

Représentant de la région 3 du CCCSO :

Chris Wilson; chriswilson8787@gmail.com

Représentant de la région 4 du CCCSO :

William Desjardins; bevvd@vianet.ca

Représentante de la région 5

et Vice-présidente du CCCSO:

Susan Hanson; susiq999@hotmail.com

Représentante de la région 6 du CCCSO :

Laura Walton; lwalton@cupe1022.ca

Représentant de la région 7 du CCCSO :

Vern Andrus; hammr@sympatico.ca

Représentante de la région 8a du CCCSO :

Bonnie Dineen; bonnie.dineen@cupe4400.org

Représentante de la région 8b du CCCSO :

Patti Chapman; chapmanpatti@sympatico.ca

Représentante de la région 9 du CCCSO :

Elena Di Nardo; elena.cupe2331@live.ca

Représentant de la région 10 du CCCSO :

Doug Wright; dougjwright1@gmail.com

Représentant de la région 11 du CCCSO :

John Tompa; jtompa@shaw.ca

Représentant de la région 12 du CCCSO :

Keith Levere; keithlevere@ymail.com

Représentante de la région 13 du CCCSO :

Moira Bell; moirabellcupe@gmail.com

Représentant de la région 14 du CCCSO

Dave Géroux; osbcc.area14rep@gmail.com

Représentante de la région 15 du CCCSO :

Claire Cameron; cameronclaire57@hotmail.com

Représentant de la région 16 du CCCSO (français) :

Sylvain Piche; sp1678@hotmail.com

Représentante de la région 17 du CCCSO (français) :

Francyne Parent; francyne-parent@scfp5335.com

Représentant des travailleurs blessés du CCCSO :

Darrell Day; darrell.day@cupe4400.org

Représentant de la santé et sécurité du CCCSO :

Don Postar; wsibdon@hotmail.com

Président de la Division de l'Ontario :

Fred Hahn; fhahn@cupe.on.ca

Secrétaire-trésorière de la Division de l'Ontario :

Candice Rennick; crennick@cupe.on.ca

PERSONNEL

Directrice régionale adjointe :

Gwen Hewitt; ghewitt@cupe.ca

Coordonnateur national :

Jim Morrison; jmorrison@cupe.ca

Coordonnatrice nationale (français) :

Monique Drapeau; tmdrapeau@cupe.ca

Spécialiste national de la recherche :

Paul O'Donnell; podonnell@cupe.ca

Représentante nationale des communications :

Mary Unan; munan@cupe.ca

Adjointe exécutive, Division de l'Ontario du SCFP :

Wynne Hartvicksen; whartvicksen@cupe.on.ca

Représentant national de l'éducation :

Denis Régimbald; dregimbald@cupe.ca